

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION

1^{er} BUREAU

4^e

Place Saint-Etienne

31048 TOULOUSE CEDEX

Téléph. : (61) 53.11.22

Référence à rappeler :

LR/JB.

ETABLISSEMENT CLASSE

SOCIETE ENROBES-TOULOUSE

Prescriptions Supplémentaires

le PREFET DE LA REGION MIDI-PYRENEES
PREFET DE LA HAUTE-GARONNE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR;

VU l'arrêté préfectoral autorisant la Société "ENROBES-TOULOUSE" à exploiter à VILLENEUVE-TOLOSANE, une station d'enrobage à chaud de matériaux routiers rangée dans la 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

VU la loi du 19 Décembre 1917 modifiée et les textes subséquents;

VU la circulaire de M. le Ministre de la Protection de la Nature et de l'Environnement en date du 14 Janvier 1974 et notamment son avant dernier paragraphe;

VU le rapport en date du 30 Décembre 1974 de M. l'Ingénieur en chef des mines, inspecteur des établissements classés;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 21 Février 1974;

- A R R E T E :

ARTICLE 1er : La Société "ENROBES TOULOUSE", déjà classée en 2ème classe par arrêté préfectoral du 22 Juin 1972 pour les rubriques :

- 33 bis - compresseur d'air,
- 66-1° - dépôt de bitume,
- 67-2° - fusion de bitume,
- 153 bis 1° - installation de combustion,
- 255-2° - dépôt de liquide inflammable de 2ème catégorie;

est également classée en 2ème classe pour la rubrique 153 bis 1° (enrobage) chaud au bitume de matériaux routiers).

ARTICLE 2° : Les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 22 Juin 1972 sont modifiées en ce qui concerne l'article 2-4-2, ainsi qu'il suit :

" Les eaux résiduaires seront dirigées dans un bassin séparateur puis dans un bassin de décantation où elles séjourneront au moins deux heures avant d'être recyclées."

ARTICLE 3 : Les gaz rejetés à l'atmosphère ne devront pas contenir en marche normale plus de 0,150 g/Hm³ de poussières (gramme de poussière par mètre cube ramené aux conditions normales de température et de pression: 0°C, 1 bar, l'eau étant supposée rester sous forme de vapeur), quels que soient les régime de fonctionnement de l'installation.

ARTICLE 4 : En cas de perturbation ou d'incident affectant le traitement des gaz et ne permettant pas de respecter la valeur visée à l'article 3 ci-dessus, l'installation devra être arrêtée.

Aucune opération ne devra être reprise avant remise en état du circuit d'épuration sauf dans des cas exceptionnels intéressant la sécurité de la circulation au droit du chantier.

ARTICLE 5 : Le fonctionnement des appareils d'épuration devra être vérifié en permanence par des appareils de mesure munis d'enregistreurs. Les bandes éditées devront être tenues à la disposition de l'inspecteur des établissements classés pendant une durée minimale d'un an.

ARTICLE 6 : Des contrôles pondéraux devront être effectués sur la cheminée au moins une fois par an, par un organisme agréé par le Ministre de la Qualité de la Vie.

ARTICLE 7 : L'installation devra être aménagée et exploitée de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à créer une gêne pour le voisinage par le bruit, les vibrations et les odeurs.

Les groupes moto compresseurs et les engins équipés de moteur à explosion ou à combustion interne, autre que les véhicules automobiles soumis aux dispositions du code de la route, devront respecter, quant au niveau sonore des bruits aériens émis pendant leur fonctionnement, les dispositions prises en application du décret n° 69-380 du 18 Avril 1969.

Si des véhicules automobiles, non assujettis au code de la route circulent à l'intérieur de l'établissement, ils devront être conformes aux dispositions du code de la route en ce qui concerne les prescriptions relatives à la protection de l'environnement.

En tout état de cause, le niveau sonore de l'installation ne devra pas dépasser 65 dB(A) en limite de propriété au plus près de la centrale.

ARTICLE 8 : L'entretien des installations se fera soigneusement et aussi fréquemment que cela paraîtra nécessaire.

Une consigne fixant les conditions de l'entretien et de la surveillance de la centrale sera établie.

Les fiches de surveillance d'émission de fumées et tous les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement de l'installation devront être tenus et laissés à la disposition de l'Inspecteur des établissements classés.

ARTICLE 9 : L'installation existante devra être rendue conforme aux dispositions du présent arrêté pour le 1er Janvier 1960.

ARTICLE 10 : Un exemplaire du présent arrêté demeurera déposé aux archives de la mairie pour être mis à la disposition de toute personne intéressée.

ARTICLE 11 : Les droits des tiers sont expressément réservés/

ARTICLE 12 : le secrétaire général de la Haute-Garonne,
le secrétaire général adjoint,
le sous-préfet de Muret,
le maire de VILLENEUVE-TOLOSANE,
l'ingénieur en chef des mines, inspecteur des établissements
classés,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Toulouse, le

15 JUIN 1976

Le PREFET,

Pour copie conforme :
Le Chef de Section délégué,



Laure RIVES
Laure RIVES

Pour le PRÉFET :
Le Secrétaire Général délégué,



J. LEPARGNEUR